

## Grave crise au Mexique

---

Extrait du El Watan

<http://www.elwatan.com>

La gauche et la droite se disputent la prÃ©sidence du  
pays

# Grave crise au Mexique

-- Archives - 2006 - 2006-09 - 2006-09-18 --

## Grave crise au Mexique

---

**Alors que le candidat de la droite catholique, Felipe Calderon, avait été confirmé par le Tribunal fédéral électoral, dans sa victoire à l'élection présidentielle du Mexique, le leader de la gauche, Lopez Obrador, s'est autoproclamé, samedi, « président légitime », devant des centaines de milliers de ses partisans, réunis dans le centre de Mexico, pour une « convention nationale démocratique ».**

Le conservateur Felipe Calderon a remporté de justesse la présidentielle du 2 juillet, mais Lopez Obrador conteste les résultats du scrutin et a déclaré à plusieurs reprises que Felipe Calderon serait un « président illégitime ». Le candidat de gauche avait lancé, en août, une campagne de désobéissance civile et ses partisans ont bloqué le centre de Mexico. Les participants à la convention ont scandé « Non-reconnaissance de Felipe Calderon comme Président et des fonctionnaires qu'il désignera », « Abolition du régime de corruption et de privilèges », « Reconnaissance de Lopez Obrador comme président légitime du Mexique », « Combat contre la pauvreté », « Non aux privatisations ». La prise de fonction comme « président légitime » de Lopez Obrador a été fixée au 20 novembre, jour du 96<sup>e</sup> anniversaire de la révolution de 1910, sur cette même place. « Jamais le progrès social n'est sorti des administrations », a lancé, avant le vote, le président du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), Leonel Cota. Les délégués à la convention ont, aussi, approuvé le boycottage de certaines entreprises mexicaines, qu'ils soupçonnent d'avoir soutenu la campagne de Calderon. Parmi ces sociétés figurent des filiales mexicaines de grandes entreprises américaines, telles que Wal Mart et Citigroup. Lopez Obrador a annoncé qu'il formerait un gouvernement parallèle qui fonctionnerait grâce aux dons. Il convient de rappeler que le scrutin mexicain du 2 juillet dernier avait opposé deux candidats principaux : Felipe Calderon du Parti d'action nationale (PAN, droite catholique, au pouvoir) et Andrés Manuel López Obrador, du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche modérée). Bien avant le début de la campagne, il était clair, pour le président en poste, Vicente Fox (PAN), et les autorités au pouvoir, que López Obrador, avec son programme de lutte contre la pauvreté, était le candidat à abattre. Par tous les moyens. Dès 2004, une manœuvre, à base de bandes vidéo clandestines complaisamment diffusées par les chaînes Televisa et TV Azteca, acquises au pouvoir, tentait de discréditer López Obrador. Vainement. L'année suivante, sous le prétexte farfelu de non-respect des normes légales de construction d'une voie d'accès à un hôpital, il était condamné, écroué et déchu du droit de se présenter à l'élection. De massives manifestations de soutien finirent par contraindre les autorités à le rétablir dans ses droits. Depuis, l'entreprise de démolition s'est poursuivie, et a atteint un degré déclinant au cours de la campagne électorale et même durant le scrutin. Au lendemain de l'élection, l'Institut fédéral électoral (IFE) avait attribué la victoire à Calderon, avec une avance de 0,57% des voix. Le candidat de la gauche, Obrador, avait contesté les résultats et demandé le recomptage des suffrages. Le mardi 5 septembre, le Tribunal fédéral électoral (TFE) confirme la victoire du conservateur Felipe Calderon avec 35,89% des suffrages contre 35,33% au candidat de gauche, soit une avance de 0,56% des voix. A l'issue de ces résultats définitifs et sans appel, le candidat de gauche s'est engagé pour la création d'un gouvernement parallèle. Avec le vent de panique qui souffle sur les oligarchies latino-américaines (et sur l'administration des Etats-Unis) depuis que la gauche l'emporte presque partout : au Venezuela, au Brésil, en Uruguay, en Argentine, au Chili, en Bolivie... Et que les nouvelles alliances n'excluent plus Cuba. Dans un tel contexte, la victoire de López Obrador aurait des

## **Grave crise au Mexique**

~~conséquences géopolitiques trop importantes, dont ne veulent ni le patronat ni les grands médias mexicains. Ni Washington. A aucun prix. Quitte à sacrifier la démocratie. Mais López Obrador et le peuple mexicain semblent déterminés à aller jusqu'au bout.~~